

# LAGUNA LARGA



Les informations recueillies dans ce dossier ont été fournies par la communauté de Laguna Larga qui travaille en collaboration avec les associations ACCSS et Indignación. Pour le WIMN, ces voix ont une valeur essentielle, tout comme les contributions provenant de ces groupes et de leurs alliés.

Les peuples indigènes mayas de la communauté Laguna Larga, actuellement installés au Mexique, ont été déplacés de force de manière violente par le gouvernement guatémaltèque à deux reprises : une première fois dans les années 80 pendant le conflit armé, et une seconde fois en 2017, lorsque la zone où ils avaient été déplacés fut déclarée "Zone Protégée".

La communauté de Laguna Larga a été accusée d'"usurper" les terres de la zone protégée alors que le gouvernement donnait l'autorisation à l'entreprise privée PERENCO d'exploiter les ressources pétrolières de ces mêmes zones.

Bien que vivant dans des conditions d'insalubrité et sans accès aux services de base - de l'eau potable jusqu'aux soins de santé - les femmes mayas ont résisté sans relâche. Elles continuent à maintenir la vie malgré la pénurie et gardent l'espoir de retourner sur leurs terres.

## LAGUNA LARGA N'EST PAS UN CAS ISOLÉ.

### LES DÉPLACEMENTS FORCÉS SONT UN PROBLÈME GLOBAL :

1

Les gouvernements vantent des programmes écologiques alors que les entreprises, en connivence avec ceux-ci, se contentent de belles paroles tout en continuant à chercher à augmenter leurs profits sans à peine rendre de comptes. Les populations autochtones sont considérées comme un obstacle à l'extraction des ressources naturelles et sont donc dépossédées de leurs terres et criminalisées.

2

Ce "programme de greenwashing" des entreprises s'appuie sur des cadres juridiques que les peuples autochtones méconnaissent, ce qui les oblige à plaider dans un contexte qui leur est désavantageux et qui renforce des relations de pouvoir inégales.

3

Cette posture ignore la cosmovision et les droits des peuples autochtones et les prive de leurs terres qui sont au cœur de leur économie locale, de leurs coutumes, de leurs traditions, de leurs règles et de leurs systèmes juridiques.

4

Le favoritisme que l'État accorde aux intérêts privés s'accompagne de l'absence d'audits préalables et d'obligation à rendre des comptes de la part des entreprises, ce qui favorise l'exploitation privée des ressources naturelles, la contamination des zones naturelles et les déplacements forcés dû à la militarisation des territoires.

## CONTEXTE ET ACTION POUR LAGUNA LARGA



"Notre stratégie consiste à résister en restant sur place, ce qui permet d'éviter que ne se disperse notre communauté."



"Ils nous chassent de nos territoires en utilisant la force armée."

## LA COMMUNAUTÉ DE LAGUNA LARGA

### FAIT APPEL À NOTRE SOLIDARITÉ POUR:

Mettre fin aux expulsions forcées que mènent les gouvernements et les entreprises soutenues par ces derniers.

Veiller à ce que les communautés déplacées puissent retourner sur leurs terres conformément aux normes internationales; recevoir des réparations pour les dommages subis; demander aux responsables de rendre des comptes par rapport à leurs actes; garantir la non-répétition et retrouver leur niveau de vie antérieur, y compris une souveraineté alimentaire durable et autonome.

Mettre fin à la criminalisation des personnes qui défendent la terre ainsi que des organisations qui les soutiennent.

Identifier et contester l'agenda du "greenwashing" - traduire en justice les États, les entreprises et les acteurs armés non étatiques qui menacent et déplacent les communautés autochtones.

Réalisé par le réseau Women in Migration Network en collaboration avec ACCSS, Indignación, Bloque Latinoamericano de migración, MADRE et RESAMA en se basant sur la résistance de la communauté de Laguna Larga et sur le travail de nombreuses personnes qui les soutiennent dans leur lutte.